

2 Politique

Trois questions à... Pierre-Claver Maganga Moussavou

"Le peuple a tout lieu d'espérer que ses choix seront désormais pris en compte"

Propos recueillis par : J.-C.A.

Libreville/Gabon

Ainsi s'est exprimé le président du Parti social démocrate (PSD) et ancien candidat à la dernière présidentielle, Pierre-Claver Maganga Moussavou, suite au Dialogue politique auquel il a pris une part active. Il balaya aussi d'un revers de la main les récriminations émises par une frange de l'opposition et une partie de l'opinion qui y ont plutôt vu un arrangement entre les différentes parties prenantes.

L'union. Monsieur le président, par ailleurs coprésident du Dialogue politique initié par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, ces assises qui ont eu lieu au stade d'Angondjé ont livré leurs conclusions. En êtes-vous satisfait ?

P-C MAGANGA MOUSSAVOU : Notre parti a participé pleinement à ce Dialogue. Je me dois donc d'en assumer les résultats et taire les positions du parti pour ne ressortir que le consensus. En effet, on s'attendait, naturellement, du côté de la majorité



Photo : Bandoma

Pierre-Claver Maganga Moussavou lors de la cérémonie de clôture du Dialogue politique.

à une attitude de préservation des acquis et, dans le camp de l'opposition, à une tentative d'infléchir la situation à son avantage. Ça a été le cas et c'est normal. L'anormalité aurait été que l'opposition se range du côté de la majorité, ce qui n'a pas

Certains estiment que la question du redécoupage électoral n'a pas été solutionnée et celui-ci demeure toujours inégal. Que leur répondez-vous ?

- La question est délicate car, on se rend

été le cas. Malgré tout et nonobstant quelques errements, dans l'ensemble je suis satisfait du travail obtenu car, un dialogue n'est pas un long fleuve tranquille. Les Gabonais doivent se souvenir qu'avant la présidentielle, ils souhaitaient des élections à deux tours, ils l'ont obtenu. Ensuite, on a mis en place toutes les conditions qui empêcheront au maximum l'intervention du pouvoir dans le processus électoral, ainsi que bien d'autres innovations. Globalement, le peuple a tout lieu d'espérer que ses choix seront désormais pris en compte.

compte que le Gabon a une faible population, une diversité ethnique et une assez grande superficie. Le souci demeure donc dans la représentativité des ethnies. Pour régler le problème, on a jugé utile de donner à chaque groupe un député, car on est bien obligé de composer avec tout le monde. Le nombre de députés pourra aller jusqu'à cent quarante dans la future Assemblée nationale. A contrario, le nombre de sénateurs va baisser drastiquement. Ce qui permettra au pays de faire des économies.

En outre, avec l'exode rural, on se retrouvait dans certains cas avec des députés élus par une centaine de personnes, souvent ramenées de Libreville. Pour remédier à cette situation, il faut qu'il y ait un recensement qui fasse que seuls ceux qui résident dans la commune ou le canton élisent le député et non plus les allogènes.

Quelles perspectives selon vous ?

- Il nous reste à expliquer aux populations ce qui a été fait. Et si chacun prend ses responsabilités, les élections à venir devraient connaître une autre suite que celle que nous avons connue jusqu'à présent. Le futur président du Centre gabonais des élections (CGE) devra, quant à lui, faire montre de probité.

Au lendemain du Dialogue politique

Vous avez dit expliquer aux populations ?

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

L'idée traverse les esprits de certains acteurs politiques ayant participé aux assises d'Angondjé à l'initiative du président Ali Bongo Ondimba. Cependant, jusqu'à présent, personne ne semble pressé de la mettre à exécution. Et pourtant, tout milite pour une telle démarche, au risque de laisser les détracteurs de ce Dialogue convaincre les citoyens que finalement ce rendez-vous n'a pas servi à grand chose. La multiplication des sorties médiatiques des politiques présents lors des travaux d'Angondjé ne suffisent manifestement pas.

DEPUIS que le bureau du Dialogue politique a remis son rapport au président de la République, Ali Bongo Ondimba, nombreux sont les acteurs politiques, tous bords confondus (majorité/opposition), ayant participé à ces assises, qui multiplient les sorties médiatiques. Cela, visiblement pour vanter les avancées obtenues lors des travaux de ce rendez-vous qui a eu lieu au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda. Manifestement, ces rencontres avec la presse, n'arrivent toujours pas à convaincre une bonne partie de l'opinion qui semble davantage épouser les idées défendues par les détracteurs dudit Dialogue, selon lesquelles, "les semaines passées à réfléchir à Angondjé n'auraient servi à rien".



Photo : Bandoma

Quelques membres du bureau du Dialogue politique.

Magnifiant plutôt les supposés arrangements que le pouvoir auraient conclus avec une partie de l'opposition ayant pris part au Dialogue...

Cet état de fait aurait dû convaincre les participants, nombreux (au regard du nombre des associations et personnalités non parties prenantes présentes à la phase citoyenne, et du nombre des partis politiques représentés à la phase politique), qu'une sensibilisation directe des populations sur les principales avancées obtenues à Angondjé était plus que nécessaire. Au lieu de cela, les uns et les autres ont choisi de faire dans la facilité en préférant des déclarations dans les médias au détriment des contacts avec leurs bases respectives qui sont de plus en plus exposées aux arguments contraires. Dans un entretien accordé à notre rédaction hier (lire ci-dessus), le président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, par ail-



Photo : Bandoma

Une vue des participants à la phase citoyenne.

leurs coprésident du bureau du Dialogue politique pour le compte de l'opposition émet l'idée d'aller expliquer aux populations ce qui est sorti du stade d'Angondjé. "Il nous reste à expliquer aux populations ce qui a été fait", annonce-t-il. Le tout est maintenant de savoir quand envisage-t-il de le faire et sous quel format. Cette perspective du maire

de Mouila pourrait être plus bénéfique si tous les responsables d'associations (plus de 1 000) et ceux des partis politiques (plus d'une cinquantaine) s'inscrivent dans cette démarche. Il reste aussi à savoir sous quelle forme peuvent-ils procéder. Puisque tout le processus du Dialogue a été fait sous le signe de la parité "majorité-opposition", pourquoi

ne pas envisager la même pratique en mettant en place une équipe composée à parité pour aller au contact des populations leur expliquer ce que l'on peut considérer comme les principales avancées obtenues à Angondjé. Sauf si les membres du bureau du Dialogue estiment que la sensibilisation peut se faire au sein de chaque structure associative ou politique.

Une fois cette étape passée, il faudra maintenant savoir le contenu exact des messages à porter aux populations. A ce niveau, la promotion des Actes du Dialogue ne suffit plus. A cela, il serait sans doute important d'ajouter la suite du déroulé desdits Actes. Comment vont ils être traduits dans les faits ? Tous les Actes à caractère socio-économique peuvent-ils être appliqués dans la situation actuelle, le pays étant confronté à des difficultés financières ? etc.

Autant de questions que se posent certainement nombre de citoyens encore partagés entre les arguments négateurs des détracteurs du Dialogue et ceux de ses défenseurs. Dans tous les cas, les explications aux populations, telles qu'envisagées par Maganga Moussavou, devraient être l'ultime phase du Dialogue politique qui s'est tenu au stade d'Angondjé. Les sorties médiatiques semblent avoir du mal à édifier sérieusement l'opinion.